

# JUSQU'À LA DERNIÈRE GOUTTE DE SANG AFGHAN...

*Il ne manque pas d'Afghans centristes respectés qui pourraient former un gouvernement populaire. Si seulement les intervenants extérieurs les laissaient en paix !*

PAR SELIG S. HARRISON

**E**N FÉVRIER DERNIER, LE DÉPART DES derniers soldats soviétiques encore présents en Afghanistan présageait une nouvelle étape, encore plus sanglante, dans la guerre civile qui avait provoqué l'invasion une dizaine d'années plus tôt. Après six mois de combats n'ayant abouti à rien de concluant, cependant, les adversaires afghans et leurs mentors respectifs à Moscou et à Washington envisagent d'amorcer des négociations sur un compromis politique.

Moscou souhaite ardemment un règlement de la situation. Mikhaïl Gorbatchev reconnaît les limites du Parti communiste afghan et il veut se libérer du futile engagement pris par ses prédécesseurs d'assurer la domination communiste à Kaboul. Cette réalité m'a clairement été expliquée dans une série de réunions que j'ai eues avec des hauts fonctionnaires des Affaires étrangères, de la Défense et du Comité central du Parti communiste, pendant un récent voyage de trois semaines à Moscou.

À Kaboul, le régime communiste a certes affiché beaucoup plus de motivation, de discipline et d'endurance que la plupart des observateurs l'avaient prévu. Mais les dirigeants soviétiques (et le président afghan, M. Najibullah) savent très bien que le régime ne pourrait pas survivre sans les livraisons aériennes et les convois de ravitaillement provenant régulièrement de Moscou.

À mon avis, M. Gorbatchev est en faveur d'un transfert pacifique du pouvoir en Afghanistan, formule en vertu de laquelle le régime du président Najibullah démissionnerait en même temps que prendraient fin les négociations menées pour mettre sur pied un gouvernement d'unité nationale de transition. Moscou a posé des conditions minimales pour que s'opère un règlement politique : que les communistes ne soient pas exclus du processus dont l'objet serait d'établir un régime de transition; que ce processus soit dirigé par une entité indépendante, affranchie de toute surveillance de la part des services pakistanais et américains de renseignement; et que le Parti communiste soit reconnu comme un participant légitime à toute campagne électorale qu'organiserait dans l'avenir un gouvernement de transition. La représentation du Parti communiste au sein d'un tel gouvernement ne constitue pas, comme telle, une exigence *sine qua non*.

Tout en renonçant à garantir la domination communiste, Moscou veut, en résumé, pouvoir dire qu'elle a conservé aux communistes une

chance de prendre part aux luttes qui s'annoncent pour l'obtention du pouvoir. Il importe effectivement de comprendre que l'Union soviétique a accepté les accords de Genève en tant que compromis lui permettant de sauver la face, précisément parce qu'ils n'obligeaient pas Moscou à abandonner ses clients afghans.

Fondamentalement, le dilemme auquel Moscou et Washington font face tient au fait que ni le régime de Kaboul, ni celui du gouvernement en exil à Peshawar, mis sur pied par le Pakistan et les États-Unis, ne représentent la majorité des Afghans. Ni l'un ni l'autre ne peut constituer le noyau d'un régime d'unité nationale de transition, car l'un et l'autre se sont aliénés la majorité nationaliste afghane. Le Parti communiste afghan a été marqué à tout jamais par sa collaboration avec une force d'occupation étrangère. Mais le gouvernement en exil au Pakistan est, quant à lui, largement considéré comme étant la création du Directeurat interservices de renseignement (ISI) à Islamabad.

Le Directeurat est intervenu d'une façon manifeste et maladroite quand on a voulu former et manipuler la *choura*, ou conseil, à Islamabad, qui a mis sur pied le gouvernement en exil en février 1989. Des protégés du président défunt Zia Ul-Haq sont encore maîtres du Directeurat, en dépit des efforts soutenus que le premier ministre Benazir Bhutto déploie pour dompter la puissante organisation de renseignement militaire. Zia ne cachait pas sa volonté d'installer à Kaboul un régime satellite du Pakistan, qui serait dominé par des groupes scissionnistes afghans, fondamentalistes musulmans, qui avaient été formés artificiellement avec l'appui d'Islamabad. Le gouvernement en exil a à sa tête un homme de paille en la personne du président Sibghatullah Mojaddidi, un modéré, mais ce sont des factions fondamentalistes qui en tiennent fermement les rênes, et c'est pourquoi la plupart des Afghans lui ont tourné le dos dès le début.

Pour comprendre l'isolement politique du gouvernement en exil, il faut connaître la nature de l'islam en Afghanistan, où le clergé établi est depuis longtemps associé à diverses sectes soufistes et à l'hanafisme. Dans la société afghane traditionnelle, le pouvoir du mollah a été renforcé par une relation symbiotique avec les chefs des tribus pachtones, lesquelles forment l'ethnie dominante en Afghanistan. En revanche, les

groupes fondamentalistes, prêchant des doctrines islamiques plus puristes, cherchent à détruire le système des tribus pachtones, qu'ils estiment incompatibles avec ce que doit être, selon eux, un État islamique centralisé relié à une renaissance pan-islamique. Rejetant le nationalisme afghan, ils soutiennent que l'islam ne connaît pas de frontières nationales. Ils dénoncent la plupart des mesures de modernisation prises par les régimes antérieurs, en particulier celles préconisant la libéralisation de la condition féminine.

Les fondamentalistes afghans étaient à peine 1 100 au début des années 1970 et ils subirent alors une dure répression sous l'ancien roi Zahir Shah, un Pachtone, et sous son successeur, Mohammed Daud. En 1975, la plupart s'enfuirent au Pakistan, où ils s'associèrent au Directeurat du renseignement, pour monter des raids contre le régime Daud alors en querelle avec Islamabad. Ils devinrent ainsi les protégés afghans préférés du Pakistan, après la prise du pouvoir par les communistes en 1978. Grâce à un appui massif leur étant fourni par les États-Unis et d'autres fondamentalistes du Moyen-Orient et du Pakistan, les factions intégristes comptent maintenant environ 15 000 militants endurcis.

Aux yeux de nombreux Afghans, Zahir Shah symbolise une période de stabilité relative, où leur pays entretenait des relations amicales avec l'Union soviétique. Mais les chefs intégristes, se rappelant la répression exercée par l'ancien roi, ont juré de lui nier tout rôle dans l'organisation ou la direction d'un nouveau régime. Le Pakistan a activement mis des bâtons dans les roues des partisans de Zahir Shah qui s'efforçaient d'organiser entre les factions afghanes des négociations générales qui prépareraient le remplacement pacifique du régime communiste. Islamabad a plutôt traité l'Alliance des sept partis de la résistance comme étant le seul porte-parole des Afghans non communistes.

L'HOSTILITÉ DU PAKISTAN DATE DU DÉBUT DU dix-neuvième siècle, quand l'État afghan créé en 1747 par les tribus pachtones, sous Ahmad Shah Durrani, a annexé les régions pachtones de ce qui est maintenant le secteur nord-ouest du Pakistan. Plus tard, dans le cadre du «grand jeu», le raj britannique a annexé 40 000 milles carrés de territoire afghan situé entre l'Indus et la passe de Khyber. Puis en 1947, il a confié les territoires mal acquis et la moitié de la population pachtone à la férule du nouveau gouvernement pakistanais. En divisant les Pachtones, les Britanniques ont créé un irrédentisme qui a toujours